

Séminaire de recherche

Le rôle des politiques de coopération dans le renforcement des Etats et la construction de l'action publique au Sud

CIRAD-GEMDEV-GRET

2012-2013

Animateurs du séminaire

Jean-Jacques Gabas, Vincent Ribier, UMR ART-Dev

Christian Castellanet et Aurélie Quentin, GRET

Michel Vernières, GEMDEV

Ce séminaire s'inscrit dans la continuité des réflexions menées par le groupe de travail GRET-CIRAD-GEMDEV constitué sur le thème de l'efficacité de l'aide. Au cours du dernier atelier sur le rôle de l'APD dans le renforcement des Etats et des citoyennetés, JP Olivier De Sardan distinguait deux aspects du rôle et de la nature de l'Etat : l'Etat en tant que régime politique et l'Etat en tant que délivreur de biens et de services. Nous partons du principe que ces deux facettes entretiennent des liens complexes. Certains exemples¹ montrent que des régimes autoritaires parviennent à de meilleurs résultats en matière de fourniture de biens et services à leur population que certains régimes pluralistes ; on se situe alors dans un cas de figure de découplage. D'autres exemples indiquent à l'inverse des relations déterministes entre démocratie et développement

L'hypothèse de départ du séminaire est que les différents mécanismes de l'aide au développement instruits par les pays membres du CAD/OCDE, à travers les injonctions et les présupposés idéologiques qu'ils véhiculent, prétendent renforcer à la fois la démocratie et le développement économique et social des pays du Sud et complexifient de ce fait les rapports entre ces deux processus.

¹ Michele Ferrari : « il n'est pas facile de prouver au-delà de tout doute que la bonne gouvernance telle qu'elle est conçue actuellement est à même de réaliser la croissance et le développement. Un des contre-exemples les plus souvent utilisés sont les trois vagues de développement des pays asiatiques¹, qui n'ont que peu respecté les recettes de l'aide internationale et auraient failli aux critères actuels de la bonne gouvernance. La raison du succès de ces pays est pour beaucoup la construction d'un 'État développeur' (*Developmental State*). Ce concept, qui existe depuis les années 1980, est volontiers utilisé aujourd'hui en guise de concurrent et de possible remplacement de celui de bonne gouvernance. » Les changements dans le régime de l'aide internationale, Mémoire Sciences Po, mai 2011.

Les bailleurs privilégient bien souvent le caractère technique de leurs interventions en matière de renforcement des Etats au détriment de la dimension politique, fréquemment occultée. Cette technicisation des opérations de développement (aide budgétaire, harmonisation, capacity building des institutions et des administrations des Etats concernés, gestion par les résultats...) a pourtant une incidence déterminante sur la construction de l'espace politique des pays récipiendaires. Une grande ambigüité de l'intervention des bailleurs est de prétendre n'intervenir que sur des aspects techniques, alors même que cela impacte fortement les rapports de force entre acteurs nationaux, les relations gouvernement – société civile et finalement la construction de la citoyenneté. Et qu'en retour, la dimension régime politique de l'Etat peut interagir avec la dimension fourniture de biens et services publics.

Cette ambigüité se retrouve dans l'interprétation de l'appropriation (*ownership*), premier principe de la Déclaration de Paris qui oscille, au gré des circonstances, entre d'une part le contrôle du processus et du choix des politiques mises en œuvre, et d'autre part l'accord plus ou moins volontaire à mettre en œuvre des politiques qui viennent d'ailleurs. De Renzio et al. (2008) font remarquer à ce propos que de nombreuses agences d'aide partent avec une perception initiale de l'appropriation comme contrôle sur les, politiques, mais que dès qu'il y a désaccord sur le choix de celles-ci, les agences d'aide reviennent à une perception de l'appropriation comme accord sur les politiques qu'elles promeuvent².

Prenant acte de ces éléments de contexte, le séminaire se propose d'analyser les effets des politiques de coopération sur la structure des Etats, leur renforcement, leur démocratisation et sur la nature des politiques publiques qui y sont formulées et appliquées. Certaines questions seront ainsi abordées à travers la discussion d'études de cas empiriques, d'analyses de discours et de comparaisons internationales :

- Quel est le rôle de l'aide et des politiques de coopération dans ces deux processus de démocratisation et de construction des interventions de « projets » de développement ?
- Quels liens entretiennent-ils entre eux ?
- Quel est leur véritable impact sur la nature de l'Etat, sur son rapport à la société et sur sa capacité à développer des politiques de développement économique et social tant à l'échelle nationale que locale ?

² DE RENZIO, P., WHITFIELD, L., BERGAMASCHI, I., "Reforming Foreign Aid Practices: What country ownership is and what donors can do to support it", Briefing Paper, Global Economic Governance Programme, Oxford University, Juin 2008.

Organisation du séminaire annuel 2012-2013

5 séances sont programmées. Les quatre premières se dérouleront sur le site du JTP à Nogent. La cinquième aura lieu exceptionnellement à Montpellier, et sera articulée avec une séance des Jeudi d'ART-Dev.

Chaque séance est d'une demi-journée, sous forme deux interventions, la première d'un chercheur confirmé et la seconde d'un doctorant qui apportera un éclairage complémentaire tiré de sa thèse. Chaque séance abordera des approches théoriques complétées par des études de cas empiriques. Une large place sera laissée au débat.

Calendrier et thèmes des séances

1^{ère} séance, jeudi 11 octobre 2012, 14h30-17h30 : La coopération internationale comme rapport de domination politique

Intervenants : Boris Samuel (Sciences Po CERI) + un doctorant à préciser

2^{ème} séance, jeudi 22 novembre 2012, 14h30-17h30 : la coopération internationale et les Etats fragiles

Intervenants : Richard Banégas (reconstruction post-conflit) + Camille Laporte (Doctorante - Analyse de l'aide à la Corée du Nord)

3^{ème} séance, jeudi 6 décembre 2012, 14h30-17h30 : la mécanique technocratique de l'aide et le décalage entre intentions et résultats

Intervenants : Philippe Lavigne Delville sur une étude de cas UE/ANE au Niger + un doctorant à préciser

4^{ème} séance, jeudi 10 janvier 2013, 14h30-17h30 : la technicisation de la coopération internationale : une non-construction du politique ? Analyse critique des évaluations randomisées (en partenariat avec le séminaire transversal de l'UMR 201)

Intervenants : Agnès Labrousse + Florent Bédécarrats (CERISE)

5^{ème} séance, jeudi 7 février 2013, à Montpellier : la construction de la politique française de coopération dans le secteur rural

Intervenants : JJ. Gabas, D. Pesche et V. Ribier sur les résultats du programme PARI + Nora Binet (doctorante)